

REVUE ÉTRANGÈRE.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES NOUVELLES DE LA SEMAINE DERNIÈRE.

L'Internationale continue à occuper une grande place dans les préoccupations publiques. Plusieurs arrestations de membres de cette société ont été faites en France, et l'on annonce celle de son chef suprême, Karl Marx, en Allemagne. Cette dernière nouvelle mérite confirmation.

Des recherches faites sur l'origine et la constitution de l'Internationale apprennent que cette société existe depuis neuf ans, quelle compte déjà deux millions et demi de membres, qu'elle a des ramifications dans toutes les parties du monde et que son bureau central est à Londres.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Dans la séance de l'Assemblée du 20, pendant le cours des débats sur le projet d'emprunt, M. Thiers a expliqué la situation financière du pays. Il a dit que la guerre allemande avait coûté à la France trois milliards de francs. Le déficit de l'année fiscale 1870-71 atteignait 1 milliard 631 millions de francs; mais la banque de France ayant avancé au gouvernement 1 milliard 330 millions 60 mille francs, le déficit immédiat est réduit à 301 millions de francs. A cette somme il faut ajouter 438 millions de francs, pour les frais de suppression de l'insurrection de Paris. Le déficit actuellement exigible est donc de 637 millions de francs, et M. Thiers propose d'y faire face par la création de nouveaux impôts.—La situation, a-t-il dit, est difficile, mais non désastreuse.

Le chef du Pouvoir Exécutif a dénoncé la politique absurde de Napoléon comme la véritable et unique cause des désastres de la France. Quant à la conduite de Gambetta, elle est excusable, bien qu'il eût fallu conclure la paix avec l'Allemagne dès qu'il a été évident que le succès ne pouvait pas couronner les efforts de l'armée de la Loire. Il est nécessaire, a ajouté l'orateur, de payer promptement l'indemnité allemande. Néanmoins, il n'est pas d'avis de créer un impôt sur le revenu ni de recourir à des mesures d'un caractère prohibitif; il faut simplement rétablir quelques impôts qui suffiront à donner l'argent dont le pays a besoin. « La France, a conclu M. Thiers, peut et doit tirer de nombreux avantages de ses infortunes. »

L'Assemblée a voté le projet d'emprunt à l'unanimité. Une lettre de l'archevêque de Cambrai et de l'évêque d'Arras, demandant le rétablissement de la protection française à Rome, a été remise à l'Assemblée.

Suivant une dépêche de Paris du 20, il est question de former une seconde Chambre, qui serait élue par les conseils-généraux.

LA PRESSE.

Un manifeste des républicains modérés en date du 20 annonce que seize nouveaux journaux ont donné leur adhésion au programme républicain.

La polémique est extrêmement vive entre les dix-huit journaux monarchiques et les cinq journaux républicains de Paris. Ces dernières feuilles répudient hautement toute solidarité avec la Commune, et, de l'avis général, elles représentent l'opinion de la majorité des électeurs. En outre, elles sont unies, tandis que les journaux monarchiques sont divisés entre eux. Cette union des journaux républicains, écrit-on de Paris le 20, inspire de sérieuses craintes à la presse monarchiste.

Les journaux discutent tous les prochaines élections à l'Assemblée. Le *Siccle* s'élève contre le rétablissement d'une monarchie quelconque.

M. Thiers a écrit à Alexandre Dumas fils pour le féliciter de l'article qu'il a récemment publié dans la presse en faveur du maintien de la République.

Le *Figaro* a été saisi à St.-Denis; il est monarchiste.

LES ÉLECTIONS.

Une circulaire du ministre de la justice requiert tous les magistrats qui posent leur candidature à l'Assemblée, de donner leur démission avant les élections.

Un comité s'est formé dans le but de faire renvoyer à l'Assemblée les anciens représentants de l'Alsace et de la Lorraine.

M. Gambetta a refusé de laisser poser sa candidature.

L'INTERNATIONALE A MARSEILLE.

Plusieurs personnes ont été arrêtées à Marseille, pour relations avec la Société internationale.

PARIS.

Les travaux de restauration de Paris sont poussés avec une grande activité, principalement dans le bois de Boulogne.

Les communaux sont l'objet de dénonciations journalières, et les arrestations n'ont pas cessé d'être fréquentes, surtout dans le quartier de la Villette.

La misère est très-grande à Paris, et tous les jours des milliers de malheureux s'adressent aux autorités pour obtenir des secours.

Le nombre d'infortunés qui sont sans ressources, est dit-on, de 240,000.

ULTIMATUM DE BISMARCK.

On télégraphie de Berlin au *Herald*: On a fait une demande impérative au gouvernement français de payer le premier versement de l'indemnité qui, comme il avait été convenu, devait être payé trente jours après que l'insurrection aurait été supprimée.

Dans la séance de l'Assemblée Nationale du 8 de ce mois M. Thiers a prononcé au sujet de l'abrogation des décrets de banissement des princes d'Orléans, un des discours les plus importants, et en même temps l'un des plus habiles et les plus complets de sa carrière oratoire.

Nos lecteurs liront avec plaisir quelques passages de ce discours mémorable qui a produit une si profonde sensation. Voici par exemple comment M. Thiers répondit aux hypothèses qu'on ne cesse de faire sur ses idées et ses intentions:

« Je ne suis pas changé, et voici quel républicain je suis: J'ai pensé toute la vie au gouvernement que mon pays pouvait souhaiter, et, si j'avais eu le pouvoir qu'aucun mortel n'a jamais eu, j'aurais donné à mon pays ce que, dans la mesure de mes forces, j'ai travaillé quarante ans à lui assurer, sans pouvoir y réussir; la monarchie constitutionnelle de l'Angleterre! (Mouvement marqué.—Très bien, très bien!)

Je veux que vous me connaissiez tout entier; je ne veux flatter aucun parti; je veux dire la vérité telle qu'elle est pour moi telle qu'elle m'est apparue.

Eh bien! oui, messieurs, je trouve qu'on est libre, noble-

ment, grandement libre à Washington, et qu'on y fait de très-grandes choses; mais je trouve aussi qu'on est également libre à Londres, et qu'on me permette de le dire, plus libre peut-être qu'à Washington. (Mouvement sur quelques bancs à gauche.—Assentiment à droite et au centre.) C'est que, à Londres, le gouvernement a été placé dans une région qui est à une même distance et des passions d'en haut et des passions d'en bas. (Nouvel assentiment sur un grand nombre de bancs) Jamais, dans aucun autre pays, dans aucun temps, le gouvernement n'a été placé dans une région où la raison domine davantage, où la raison soit moins troublée. Mais, messieurs —pour ma part, je l'ai toujours dit—il faut que les princes qui gouvernent subissent les conditions de cette forme de gouvernement: s'ils veulent attirer à eux le gouvernement, ils attirent la responsabilité qui, dans des temps aussi agités que les nôtres, devient bientôt la perte du trône.

Je ne veux pas accuser des princes que je respecte toujours et dont quelques-uns ont été chers à mon cœur: mais, dans ma conviction, ils n'ont pas compris les conditions de ce gouvernement.

Il y a quarante ans que je l'ai dit, je viens de le dire, dix ans durant, à l'Empire, et je ne cesserai de le répéter, car c'est une maxime devenue célèbre, une maxime qui avait été celle de ma jeunesse et à laquelle je suis resté fidèle toute ma vie; il faut que les princes veuillent reconnaître que la monarchie est au fond une république,—on l'a définie, le gouvernement du pays par le pays,—une république avec un président héréditaire. (Très bien! très bien!—Applaudissements à droite et au centre.) Mais, messieurs, cette vérité, elle n'a pas été comprise, et, il y a quarante ans, étant bien jeune alors, j'ai écrit ces mots: « Si on ne veut pas passer la Manche avec nous, on sera condamné à passer l'Atlantique. » (Mouvement.)

Messieurs, j'ai déploré l'erreur, la grande erreur qui, trois fois, a fait tomber le trône de France; les deux premières fois, il est vrai, le trône seul est tombé, et c'était déjà beaucoup; car il faut avoir vu les révolutions de près, comme il m'a été donné de les voir doulement, pour bien comprendre que la meilleure des révolutions est un malheur immense... (C'est vrai! c'est vrai!—Très bien!) Mais la dernière fois, c'est-à-dire il y a dix mois, ce n'est pas le trône seul qui est tombé, c'est aussi la France. Elle se relèvera, si nous sommes sages, profondément sages; car il ne faut pas l'être à moitié dans la situation où nous sommes. Et ici, messieurs, qu'il me soit permis de répéter les paroles que je prononçais inutilement il y a quelques années, et sur lesquelles on s'est mépris quant au sens que j'entendais leur donner. Je disais: Il n'y a plus de fautes à commettre. Quand je parlais ainsi, je ne voulais pas dire que la série des fautes était épuisée; non, il y a une corne d'abondance pour les fautes, une corne inépuisable... (On rit;) je voudrais dire seulement qu'on était dans une de ces situations où l'on ne peut pas faillir impunément.

M. Thiers a terminé son discours par ces belles paroles:

« Nous sommes tous, à des degrés divers, victimes du grand malheur public de notre pays. Je le suis comme vous, mais, de plus, je suis esclave de ce malheur; lorsque la fatigue me saisit, je m'arrête; mais je me dis que je dois à mon pays la continuation de mon dévouement. Mais, encore une fois, croyez-le bien, je vous adjure de croire, j'ai besoin que vous le croyiez, je n'ai été animé de sentiments que je puis avouer devant vous, devant l'histoire, devant mon pays, devant Dieu. Je reste ici convaincu que je remplis un grand devoir, vous suppliant de me continuer votre confiance, si vous croyez me la devoir, vous disant et vous répétant: Non, je ne tromperai personne. (Bravo! bravo!—Vifs et nombreux applaudissements.—Longue agitation.)

« Aussitôt que M. le chef du pouvoir exécutif est revenu à son banc, un grand nombre de représentants quittent leurs places et viennent lui adresser de chaleureuses congratulations. »

C'est le 2 juillet qu'auront lieu les élections d'une centaine de membres pour l'Assemblée Nationale. On attache une grande importance à ces élections, dont le résultat pourrait amener la chute du gouvernement de M. Thiers et donner la majorité au parti monarchique, qui est déjà très fort.

L'ANGLETERRE ET LA PRUSSE. NOUVELLES ÉMOUVANTES.

De graves complications sont survenues entre l'Allemagne et l'Angleterre, et Bismarck et Granville échangent de vives dépêches.

Le gouvernement observe le silence le plus complet au sujet des difficultés actuelles, mais on m'informe que Bismarck adressé une note au représentant allemand à Londres lui disant que le gouvernement impérial désirait acquiescer à Heligoland et lui donnait pouvoir de faire des propositions au gouvernement anglais pour l'acquisition de l'île.

Le comte de Granville a répliqué que l'Angleterre ne se désaisirait pas de Heligoland et que le gouvernement anglais ne pouvait considérer aucune proposition dans ce sens.

Bismarck s'adressa de nouveau au gouvernement anglais par l'intermédiaire de Bernstoff déclarant que l'acquisition de Heligoland était nécessaire pour la protection des côtes allemandes et alléguant qu'elle offrirait de grandes facilités pour le charbon et les mettait à couvert des attaques de la flotte française qui actuellement pouvait bloquer Hambourg et paralyser le commerce des côtes de l'Allemagne. Il regardait Heligoland a raison de sa proximité du territoire allemand et sa possession par aucune puissance étrangère, comme une menace continuelle pour l'Allemagne.

Le comte de Granville répliqua de nouveau que l'Angleterre n'avait que ses intérêts à consulter et que le desir de l'Allemagne d'acquiescer Heligoland ne constituait pas un droit, vu que l'île n'avait jamais été sous le contrôle allemand.

Que va faire l'Angleterre? Persistera-t-elle jusqu'au bout? C'est maintenant qu'elle va comprendre les conséquences de l'affaiblissement de la France. Mais elle va probablement faire le plongeon encore une fois. Malheureusement elle n'a pas une bonne colonie comme le Canada pour la tirer d'affaire et payer les pots cassés.

Terminons cette revue par le tableau lugubre qu'un écrivain français fait de la situation actuelle de l'Europe.

En Belgique, les meetings populaires font entendre un langage qui n'est pas précisément l'indice d'une complète quiétude des esprits. Le compte-rendu de la dernière de ces assemblées nous apprend, par exemple, qu'un orateur ayant déclaré que Robert-Macaire et Tartufe se donnaient la main pour extorquer les sous du peuple, un autre orateur a suren-

chéri en formulant cette déclaration: « Les patrons sont dignes de la guillotine avec laquelle on a coupé la tête des rois et des empereurs. »

En Allemagne, un immense schisme religieux apparaît à l'horizon, un grand nombre de catholiques refusant de se conformer aux décisions du concile.

En Espagne, le feu couve sous la cendre, et sa majesté Amédée sent déjà son trône chanceler.

Aux Indes, on parle d'un nouveau soulèvement contre l'Angleterre, en même temps qu'on annonce l'apparition d'une fièvre mystérieuse et terrible qui, dans un seul village, a enlevé trois cents habitants sur trois cent vingt en deux jours.

En Russie, rentrée du choléra...

Je m'arrête, car en voilà assez et trop pour prouver que l'année 1871 n'a aucune envie d'écrire son nom en bleu de ciel sur les registres du temps.

On a raconté la mort de Mgr Maret, évêque *in partibus* de Sura, tué par un obus qui lui a enlevé la tête.

Mais ce qui n'est guère connu, c'est la manière dont il a péri. Il venait d'échapper de Mazas avec l'abbé Lartigue, curé de Saint-Léon, lorsqu'en traversant une barricade, un obus le décapita. Ce qui a rendu la constatation du décès assez difficile, c'est que Mgr Maret était en bras de chemise et en pantalon noir.

MORT DE DOMBROWSKI.

Le câble a transmis tant de récits contradictoires sur le sort du général des forces de la Commune, que jusqu'à ce jour l'on ne pouvait savoir laquelle de toutes ces versions méritait quelque créance. Tantôt le télégraphe annonçait que Dombrowski était prisonnier des Prussiens; tantôt enfin qu'il avait réussi à s'enfuir.

La version finale et probablement la vraie, puisqu'elle nous est transmise aujourd'hui par tous les journaux de Paris, c'est que Dombrowski est mort.

Voici les détails que donne la *Liberté* sur cet événement: Dombrowski, après avoir été grièvement blessé d'une balle au bas-ventre, à la barricade de la rue Mira, fut transporté par plusieurs insurgés à l'hôpital Lariboisière, où le directeur le fit installer au n. 5 de la salle Saint-Honoré.

Là, le docteur Cosco, chirurgien en chef, aidé de ses internes, prodigua au chef des insurgés les soins les plus empressés. Mais Dombrowski, une heure après, rendit le dernier soupir, au milieu des plus horribles souffrances.

Ses dernières paroles furent les suivantes: « Mais cassez-moi donc la tête; je souffre trop!... »

D'après un autre témoin auriculaire, il se serait écrié en rendant le dernier soupir: « Voilà comment on meurt quand on est trahi. »

Cela se passait mardi, vers sept heures du soir. A huit heures et demie, les troupes régulières avançant toujours, le chef d'état-major de Dombrowski, le commandant Brioncel, arriva à l'hôpital Lariboisière, suivi de l'escorte du général.

—Le général est-il mort? demanda Brioncel.

—Oui, monsieur, répondit l'interne de service.

—Alors, donnez-moi son corps.

—Le cadavre de Dombrowski fut livré à son état-major, qui le plaça dans un fiacre.

A ce moment, le directeur de Lariboisière arrivait.

—Pourquoi enlevez-vous ce mort? demanda-t-il aux soldats de la Commune.

—C'est notre général; nous ne voulons pas que les Versaillais aient son corps, répondirent-ils en donnant au cocher cette adresse: « A l'Hôtel-le-Ville. »

Le cortège partit au grand galop dans la direction de l'Hôtel-le-Ville.

Dans la grande cour de l'hôtel, où s'arrêta la voiture, des commandants descendirent les dépouilles mortelles de Dombrowski et les déposèrent dans la chambre qu'occupait Mme Dolfus.

Jusqu'à minuit, le corps de Dombrowski resta exposé dans cette chambre. Le dessinateur Pilotell fit son portrait aux trois crayons.—A minuit, des ambulanciers du 4^e arrondissement, sous la direction du brigadier Chéron du 25^e bataillon, transportèrent le corps de Dombrowski au Père-Lachaise.

Quelques personnes assistaient seules à l'inhumation, c'étaient son frère, le lieutenant-colonel Dombrowski, un membre de la Commune et quelques officiers.

M. H. N. Grenier, l'infatigable photographe, vient d'avoir encore une de ces inspirations comme il en est d'ailleurs très-prodiges, mais qui surpasse, si c'est possible, toutes les précédentes. Du coup les voleurs de montres sont pincés! Figurez-vous que par un procédé à lui connu il a trouvé le moyen de flaquez votre photographie sur le cadran de votre montre. Du moment qu'elle s'y trouve, impossible de l'en faire disparaître. Imaginez-vous l'embarras des voleurs qui auront la malchance de tomber sur ces montres-là! Elles leur feront le même effet qu'un homme qui gagne un éléphant à la loterie.—Qu'on s'empresse donc d'aller voir cette merveille chez M. Grenier, coin des rues Notre-Dame et St-Vincent. *L'Ordre*.

COMMENT ACQUÉRIR LA BEAUTÉ.—Personne ne niera la grande influence qu'exerce sur nous une personne dont les traits sont agréables et qui captive par la flamme de ses regards. Eh bien, quoique tous ne puissent avoir ce don admirable de la beauté (Dieu, en ne nous créant pas tous également beaux, avait ses desseins), tous cependant peuvent paraître agréables s'ils jouissent d'une bonne santé. Si votre système est dérangé, la meilleure médecine que vous puissiez prendre est le grand remède et les *Pilules Shoshonees*, car ils purifient et enrichissent le sang, rendant le malade à une santé parfaite, quelle que soit la maladie.—2-25a.

NAISSANCE.

A Plessisville, comté de Mégantic, le 20 juin courant, la dame de M. L. J. Pitau, avocat, un fils.

MARIAGE.

A St. Philippe, le 29 mai dernier, par le Rvd. M. Lauzon, Louis-Azarie Bousquet, marchand de St. Jacques le Mineur, à Dlle Marie-Sophonie-Mélanie Coupal, de St. Philippe, dernière fille de A. Coupal, écr., bourgeois.

DÉCÈS.

A Ottawa, le 16 du courant, après trois jours de maladie, à l'âge de 25 ans, Dame Elmire Bélanger, épouse de M. Napoléon Bureau, gérant du *Courrier d'Oulawaiss*.